



Bordeaux, le vendredi 20 mars 2020.

Monsieur le Directeur,

Nous revenons vers vous aujourd'hui concernant la situation des agents actuellement présents sur leur lieu de travail au sein de la DISI Sud-Ouest.

Tout d'abord concernant les agents des centres Editiques, et notamment ceux de Poitiers en charge de la campagne DPR. Ces agents expriment de fortes et légitimes inquiétudes, car ils ont du mal à voir comment il est possible de mettre en place des « gestes barrière » dans le cadre de l'utilisation d'outils industriels. Nous ne pouvons que relayer leurs craintes, qui s'ajoutent à l'incompréhension du caractère ultra-prioritaire de cette mission au regard du risque sanitaire, et qui nécessite de toute urgence des réponses et mesures concrètes auprès des agents concernés.

Ensuite concernant les agents des différents services d'exploitation, pour lesquels il apparaît que des solutions de télétravail sont plus difficiles à mettre en œuvre que prévu, mais également les agents d'assistance, en charge du déploiement des portables de télétravail.

Des agents effectuant la même tâche se retrouvent actuellement présents dans un même lieu, un même bureau, au risque si l'un d'entre eux venait à tomber malade de voir l'ensemble de l'activité s'arrêter.

Il nous semble pour le moins impérieux que des mesures immédiates soient prises pour séparer ces agents en équipes distinctes, qui ne doivent plus se rencontrer. Cela est tout à fait réalisable dans des ESI où des bureaux, voire même pour Bordeaux un étage entier, ont été vidés de leurs occupants habituels.

De plus, pourquoi ne pas mettre en place des rotations de présence entre ces « équipes » ? Là encore, cela diminuerait les risques. Et pour les collègues de l'assistance, notamment des CID excentrées qui ne disposent pas de locaux extensibles, cela constitue la seule solution viable pour assurer cette nécessaire séparation.

Les collègues actuellement au travail sont inquiets, et pour certains sont également extrêmement sollicités, car on leur demande pour certains beaucoup en un laps de temps très court. Il n'est de l'intérêt de personne que ceux-ci finissent par s'arrêter, soit par défaut de protection, soit simplement par épuisement.

La CGT Finances Publiques ne souhaite nullement « bloquer la machine », nous sommes au contraire tout à fait conscients de l'importance de certaines de nos missions en cette période difficile pour toutes et tous. Nous souhaitons simplement, et c'est notre rôle en tant qu'organisation syndicale, que la sécurité de nos collègues soit assurée.